

[Text]

Mr. Layton: Mr. Chairman, to continue that thought just for a minute. Does the track record for soft loan advances or contracts with some of these countries show any capital return? As a matter of fact I know that interest repayment has been difficult for many of them.

I am happy to hear the project includes recognition they may need help in paying the interest. What I do not read in that is that would also be help in repaying capital, because many of them are based on projects that are hoped for, in the sense of environmental conditions. I spent some time in Zambia. I know that the major crop of Zambia is their maize, and it is so dependent on what the weatherman does. When I see your reference in that paragraph to a "secure asset" and "will pay Canada a market interest rate", whatever that percentage might be today, that is obviously going to use up some of these grant funds that are in the other side.

Mr. Hockin: Two comments I would like to make, Mr. Chairman, in response to that. First of all, as I think Mr. Layton knows, IMF programs are not project programs. They are purely balance of payments kinds of grants and loans. Therefore if a project goes sour that is more or less the World Bank's avenue.

The other part of the answer has to do with how secure one can be about getting one's capital back. I think it is worth reminding the committee that of course the first creditor to be paid in all cases is the IMF. We are not parked behind anybody else.

Mr. Layton: Is there any formula that is applied or is there a guideline to governments to participate in an international program like this? For instance, are we measuring up to what is reasonably expected to be the Canadian share of such an idea and such a project? I will acknowledge that Jim did not prompt me to ask that.

Mr. Hockin: Well, Mr. Layton, I think there has been something of a structure or a formula for the other IMF programs. This one has been a bit different. It is not as structured and it is not as formula driven.

Mr. Camdessus really went around the world trying to get what he could get from various countries in various ways. He passed the hat and this is what he came up with. It would not be accurate for me to say there was any great rationale or formula behind it. The countries did what they felt they could do and—

Mr. Layton: Canada has, in your view, carried its share?

Mr. Hockin: Absolutely. I remember when announcing this at the IMF meetings in October, it was very, very well received. As a matter of fact, because we were early with our contribution I think it helped prick the conscience of some other countries and it helped maybe lever a bit to increase their contributions.

[Translation]

M. Layton: Monsieur le président, je continue dans la même veine. Est-ce que ces pays à qui l'on a consenti des prêts à faible taux d'intérêt ou accordé des contrats faciles ont déjà remboursé le capital, en tout ou en partie? Je demande cela, parce que je sais que pour beaucoup d'entre eux, il leur a déjà été difficile de rembourser le prêt.

Je suis heureux de constater que par cette initiative, vous reconnaissez que ces pays peuvent avoir besoin de votre aide pour rembourser l'intérêt sur la dette. Mais on ne semble pas prévoir de l'aide au remboursement du capital, ce qui serait sans doute nécessaire, étant donné que pour bon nombre des pays bénéficiaires, on dépend des résultats des projets et, très souvent, des conditions climatiques. J'ai déjà passé quelque temps en Zambie et je sais que la récolte la plus importante dans ce pays, c'est le maïs, et que la récolte dépend évidemment du climat. Lorsque vous parlez d'un «avoir sûr qui rapportera au Canada un taux d'intérêt du marché», peu importe le pourcentage, on peut s'attendre à ce que cela épuise en partie les fonds versés.

M. Hockin: Monsieur le président, ma réponse aura deux volets. Tout d'abord, comme le sait sans doute M. Layton, le FMI ne subventionne pas de projets. Il ne fait qu'accorder des subventions et des prêts pour assurer la balance des paiements. Par conséquent, si un projet échoue, cela relève plutôt de la Banque mondiale.

Deuxièmement, on peut toujours se demander dans quelle mesure on peut être certain de recouvrer les capitaux que l'on a prêtés. Je me dois de vous rappeler que le premier créancier à être remboursé, ce sera le FMI dans tous les cas. Personne d'autre ne passe avant lui.

M. Layton: Y a-t-il une formule ou des lignes directrices à suivre pour les gouvernements qui participent à une initiative internationale de ce genre? Par exemple, est-ce que le Canada verse la part de contribution qu'on attend de lui? Ce n'est pas M. Manly qui m'a soufflé la question.

M. Hockin: Monsieur Layton, je pense qu'il existe une formule pour les autres programmes du FMI. Mais cette initiative-ci est quelque peu différente, parce qu'elle n'est pas aussi structurée et ne dépend pas d'une formule.

M. Camdessus a parcouru le monde pour essayer de voir comment les pays pourraient contribuer et de quelle façon. Il a passé le chapeau, et voilà ce qu'il a obtenu. Je vous induirais en erreur si je prétendais qu'une belle formule sous-tend l'initiative. Les pays ont tout simplement fait ce qu'ils pensaient pour aider. . .

M. Layton: D'après vous, le Canada a-t-il fait sa part?

M. Hockin: Absolument. Je me rappelle que lorsque cette initiative a été annoncée en octobre dernier, à la réunion du FMI, elle a été extrêmement bien accueillie. En fait, comme nous étions un des premiers à contribuer, je pense que nous avons en quelque sorte donné mauvaise conscience à quelques autres pays et que nous les avons encouragés à augmenter leur contribution.